

Deloitte.



The Deloitte CFO Survey

Une progression teintée d'inquiétude

Printemps 2017

Points-clés du sondage

Sujets abordés ce trimestre

- 04 Prévisions économiques et des entreprises
- 05 Indicateurs des entreprises
- 06 Insécurité élevée, risques persistants
- 07 Avenir de l'UE
- 08 Réforme de l'imposition des entreprises
- 09 Numérisation de la fonction financière
- 10 Résultats supplémentaires
- 11 Environnement macroéconomique
- 12 À propos du sondage et Contacts

La tendance à la hausse persiste. Mais l'incertitude également. D'un côté, les CFO se montrent optimistes quant aux perspectives pour l'économie suisse et pour leur propre entreprise. De l'autre, les risques politiques brouillent cette image globalement positive.

Les résultats du sondage dans un contexte économique et politique

Les perspectives sont actuellement marquées par deux tendances opposées. D'une part, les perspectives économiques sont positives dans les principales économies aux États-Unis, en Chine et dans l'UE. Les doutes liés au «Trump Bump» augmentent même si les perspectives de croissance américaines semblent inchangées. La Chine semble quant à elle toujours être en mesure d'éviter un «hard landing» et la croissance augmente même en Europe, malgré un niveau initial plus faible.

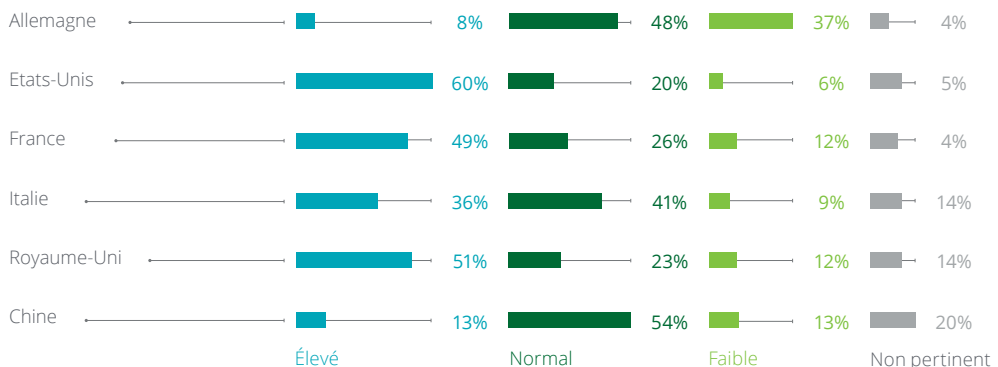
D'autre part, une multitude de risques, principalement politiques, menacent cette vue d'ensemble. Il s'agit notamment d'une montée des populismes et des autocraties, de la politique appliquée par le nouveau gouvernement américain, du Brexit en cours et des prochaines élections en Europe. Ces risques ont principalement des répercussions indirectes sur les entreprises, par exemple la force du franc suisse qui est liée à cet attrait pour les monnaies refuges. De nombreux risques remettent également en question des institutions fondamentales, telles que l'OMC, l'OTAN et l'UE. Si ces risques devaient se transformer en réalité, une détérioration massive de l'environnement économique, en particulier du commerce international, serait à prévoir.

Il n'est donc pas étonnant que cette dualité transparaisse également dans les résultats de ce sondage. Les exportations suisses profitent de l'accélération de l'économie mondiale, ce qui se traduit par une tendance à l'optimisme de la part des CFO interrogés. Sont ainsi concernées les prévisions conjoncturelles pour la Suisse au cours des 12 prochains mois, mais aussi les prévisions pour les entreprises avec des valeurs quasi similaires (environ deux tiers de CFO optimistes contre environ un dixième de CFO pessimistes).

La Suisse en tant que nation exportatrice se retrouve par ailleurs particulièrement concernée par les bouleversements qui touchent la structure des échanges internationaux. Le franc suisse fort et les risques politiques pèsent ainsi sur les perspectives. Selon les CFO interrogés, parmi les 6 plus grands marchés d'exportation de la Suisse, qui concentrent à eux seuls près de 60 % des exportations de biens du pays, 4 sont sujets à une grande incertitude politique. 60 % considèrent la situation hautement incertaine aux États-Unis, environ 50 % en France et au Royaume-Uni, et près de 40 % en Italie (graphique 1).

Graphique 1. Risques chez les partenaires commerciaux

Pour les partenaires commerciaux de la Suisse qui suivent, comment jugez-vous le niveau actuel d'insécurité politique pour votre entreprise ?





Les prévisions pour l'économie et les entreprises continuent à s'améliorer

65 % 15 pp ▲

jugent positivement les perspectives économiques suisses pour les 12 prochains mois.

De nombreux indicateurs montrent une tendance positive stable qui se poursuit et se renforce ce trimestre. Parmi ces indicateurs, on peut citer les prévisions conjoncturelles pour la Suisse au cours des 12 prochains mois, avec près de deux tiers de CFO optimistes contre 9 % de CFO pessimistes.



Des prévisions financières positives, mais des marges encore sous pression

66 % 2 pp ▲

sont optimistes quant aux perspectives financières de leur entreprise pour les 12 prochains mois.

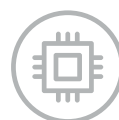
Les chiffres sont quasi similaires pour les perspectives des entreprises et les perspectives conjoncturelles : 66 % d'optimistes, 10 % de pessimistes. Les prévisions en matière de chiffre d'affaires sur 12 mois sont nettement positives. Une majorité de CFO anticipe une augmentation du nombre de collaborateurs. Mais le tableau n'est pas exclusivement positif : les prévisions en matière de marges et d'investissement se dégradent par rapport au trimestre précédent.



L'insécurité politique en point de mire

60 % estiment que l'insécurité politique aux États-Unis est élevée.

L'insécurité et les risques persistent, en particulier les risques politiques. 60 % des CFO estiment que l'insécurité politique aux États-Unis est élevée, mais une nette majorité des CFO estiment également que l'insécurité politique est élevée au Royaume-Uni, en France et en Italie.



Les CFO misent sur les nouvelles technologies

43 % jugent que la Robotic Process Automation (RPA) est amenée à jouer un rôle important dans la fonction financière.

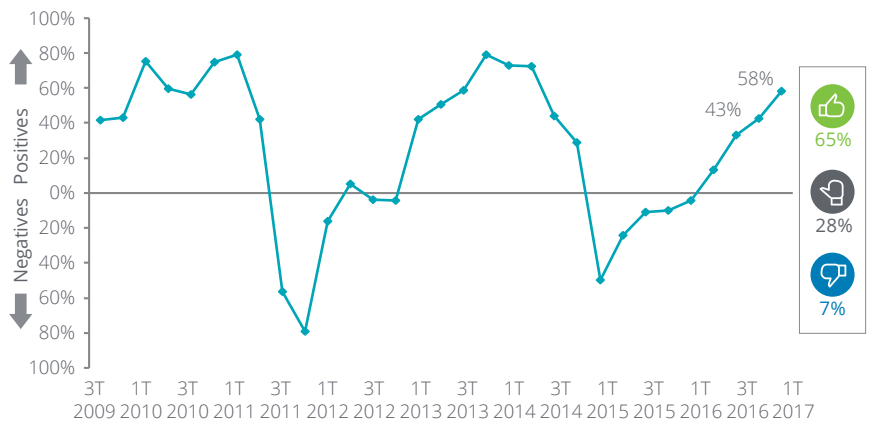
Face à un environnement externe exigeant, il est d'autant plus important de renforcer sa propre compétitivité. Concernant la fonction financière, les CFO misent de plus en plus sur la numérisation, notamment afin d'améliorer les processus et de réduire les coûts. Le Cloud Computing et les applications spécifiques sont les solutions le plus fréquemment évoquées. Par ailleurs, les concepts de «In Memory Computing» et de «Robotic Process Automation» sont jugés comme pertinents pour l'avenir.

La tendance positive continue

La tendance positive continue : pour la huitième fois consécutive, les prévisions économiques des CFO sont en amélioration par rapport au trimestre précédent. Actuellement, 65 % jugent positivement les perspectives économiques des 12 prochains mois, contre seulement 7 % d'avis négatifs. Le solde net de 58 % est aussi élevé qu'au 2e trimestre 2014. Comme les réponses à une question séparée le montrent, seulement 6 % des CFO s'attendent à une récession en Suisse au cours des deux prochaines années (voir annexe).

Graphique 2. Prévisions conjoncturelles

Solde net des CFO jugeant positivement/négativement les perspectives conjoncturelles de la Suisse au cours des douze prochains mois



Les prévisions en matière d'inflation des CFO augmentent également. Pour la troisième fois consécutive, celles-ci sont en moyenne supérieures par rapport au trimestre précédent et sont, avec 1,1 % d'inflation attendue, supérieures à 1 % pour la première fois depuis 2 ans et la suppression du taux plancher en 2015.

Graphique 3. Prévisions en matière d'inflation

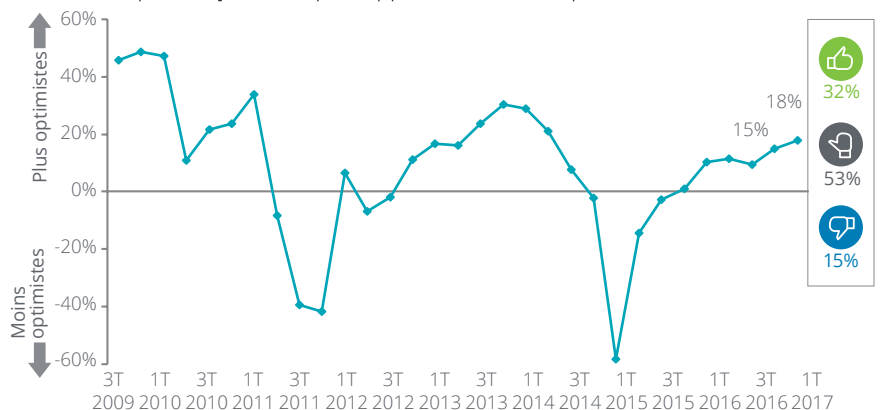
Quel taux d'inflation annuel (mesuré à l'indice suisse des prix à la consommation) prévoyez-vous dans 2 ans ?



Une tendance positive similaire aux prévisions conjoncturelles se dessine pour les prévisions des entreprises. Depuis 6 trimestres, une petite majorité de CFO rapportent que les perspectives de leur entreprise se sont améliorées au cours des 3 derniers mois. Cette majorité est encore un peu plus forte ce trimestre avec un solde net de 18 % (15 % au trimestre précédent).

Graphique 4. Perspectives financières des entreprises par rapport au trimestre précédent

Solde net montrant comment les CFO voient les perspectives financières de leur entreprise aujourd'hui par rapport au trimestre précédent

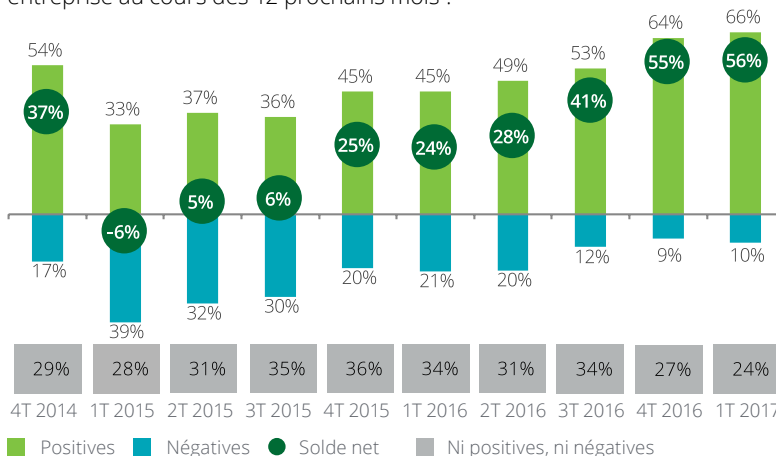


Des prévisions encourageantes pour les entreprises

Les prévisions des entreprises pour les 12 prochains mois montrent une amélioration continue. Actuellement, deux tiers des CFO jugent positivement les perspectives pour leur entreprise, contre 10 % de CFO qui les jugent négativement.

Graphique 5. Perspectives financières des entreprises

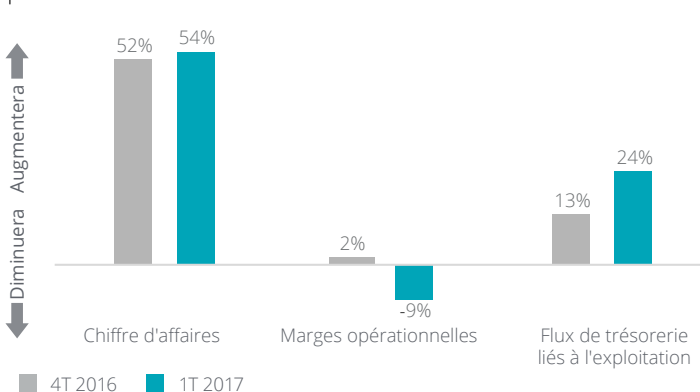
Selon vous, quelles sont les perspectives financières de votre entreprise au cours des 12 prochains mois ?



Les indicateurs détaillés des entreprises forment une image encore plus contrastée. Les prévisions en matière de chiffre d'affaires sur 12 mois sont nettement positives et augmentent à nouveau légèrement par rapport au trimestre précédent. En revanche, les prévisions en matière de marges diminuent légèrement. Une petite majorité anticipe à nouveau une baisse des marges pour les 12 prochains mois. Les prévisions en matière de flux de trésorerie s'améliorent.

Graphique 6. Indicateurs des entreprises I

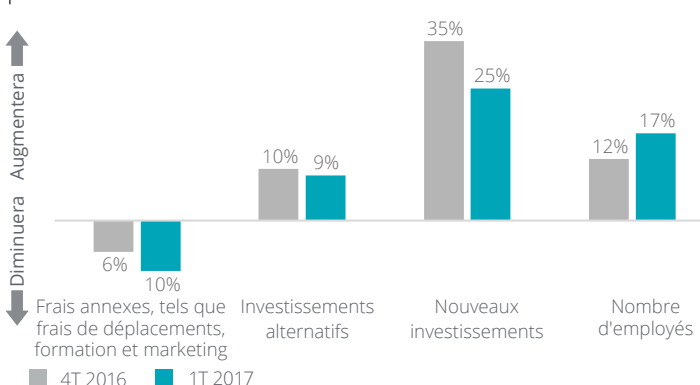
Solde net des CFO qui s'attendent à une augmentation/diminution des valeurs et indicateurs suivants pour leur entreprise au cours des 12 prochains mois



Le tableau est tout aussi contrasté en matière de dépenses : la majorité, qui s'attend à une diminution des dépenses discrétionnaires, se renforce légèrement par rapport au trimestre précédent. Par ailleurs, une majorité de CFO anticipe une augmentation des nouveaux investissements et des investissements alternatifs, même si cette majorité diminue sensiblement, en particulier pour les nouveaux investissements. En revanche, les prévisions en matière de personnel s'éclaircissent : une majorité des CFO s'attend à une augmentation du nombre de collaborateurs dans les 12 prochains mois.

Graphique 7. Indicateurs des entreprises II

Solde net des CFO qui s'attendent à une augmentation/diminution des valeurs et indicateurs suivants pour leur entreprise au cours des 12 prochains mois

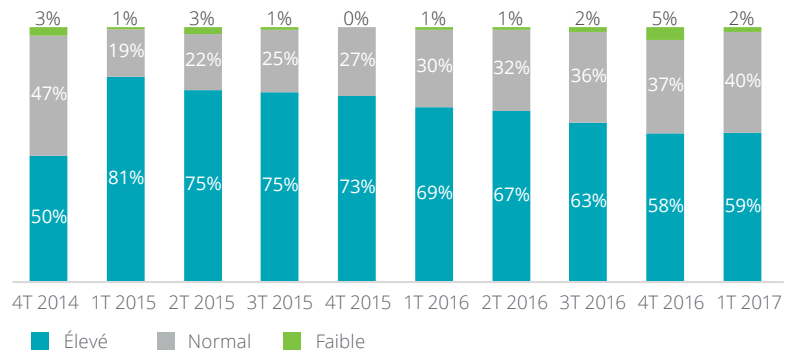


Insécurité élevée, risques persistants

L'insécurité reste élevée. Selon les CFO, l'insécurité avait progressivement diminué au cours des derniers trimestres. Cette tendance s'arrête cependant ce trimestre. L'insécurité remonte légèrement (1 point de pourcentage) pour atteindre environ 60 %.

Graphique 8. Insécurité

Comment jugez-vous le niveau actuel d'insécurité dans l'environnement économique et financier ?



Selon les CFO, les risques sont principalement externes à leur entreprise et politiques. Par rapport au trimestre précédent, les risques géopolitiques restent le plus fréquemment mentionnés. L'écart par rapport au deuxième risque évoqué, le franc suisse fort, se creuse plus encore. Plusieurs risques politiques sont source d'inquiétudes. En plus du nouveau gouvernement aux États-Unis, à la série d'élections en Europe et à la sortie du Royaume-Uni de l'UE, la demande officielle de sortie du Royaume-Uni a été annoncée. La politique fiscale de la Suisse a été mentionnée pour la première fois ce trimestre, ce qui n'a rien d'étonnant compte tenu du référendum sur la Réforme de l'Imposition des Entreprises III en février.

Graphique 9. Risques

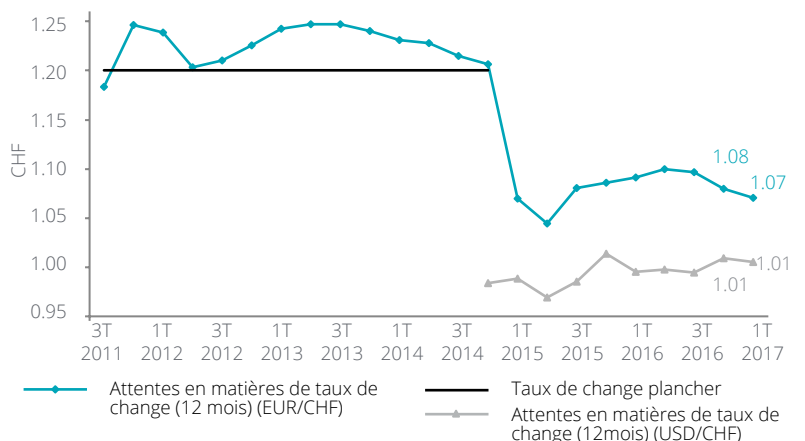
Pour votre entreprise, quels sont les principaux risques internes et/ou externes au cours des 12 prochains mois ? Indication de 3 risques au maximum.

	1T 2017	4T 2016	Facteur de risque
🌐	1	1	Risques géopolitiques
💰	2	2	Force du franc suisse
🏠	3 ▲	7	Demande intérieure
📋	4 ▼	4	Réglementations
🏛️	5 ▲	9	Politique monétaire
🌐	6 ▼	3	Demande extérieure
🏢	7 ▲	9	Barrières commerciales
🏢	8 ▲	10	Problèmes internes à l'entreprise
🔗	9 ▲	12	Numérisation/Évolution technologique
🏢	10 ▼	5	Pression concurrentielle
🏢	11	—	Pression sur les prix/les marges
👷	12 ▼	8	Pénurie de main d'œuvre qualifiée
🏛️	13 ▼	11	Politique fiscale
🏢	14	—	Prix des matières premières
🏢	15	—	Système financier

Pour la première fois depuis la suppression du taux plancher, les CFO s'attendent à nouveau à un franc suisse légèrement plus faible au cours des 12 prochains mois. Le tableau est sensiblement le même sur 36 mois, avec un taux de change EUR/CHF attendu de 1,09. L'éventail des prévisions reste large et oscille sur 12 mois entre la parité et un taux de change EUR/CHF de 1,18. Sur 36 mois, il oscille entre une valeur légèrement sous la parité et un taux de change EUR/CHF de 1,20. Pas un seul CFO ne s'attend à ce que le cours du franc suisse remonte à son ancienne valeur plancher au cours des 3 prochaines années. Les prévisions concernant les taux de change par rapport au dollar US sont stables sur 12 et 36 mois.

Graphique 10. Prévisions concernant les taux de change

Quel taux de change franc-euro et franc-dollar anticipez-vous pour les 12 prochains mois ?



Avenir des principaux partenaires commerciaux européens de la Suisse

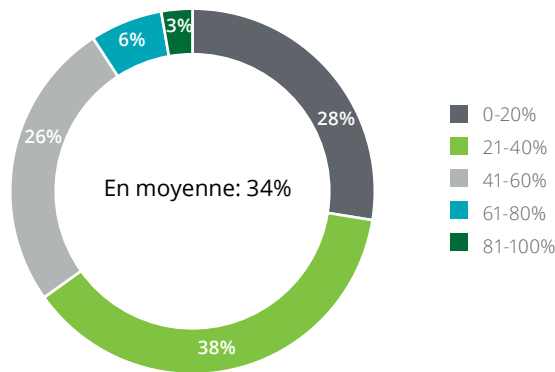
Les exportations suisses profitent particulièrement d'un environnement international stable. Quatre des 6 principaux partenaires commerciaux de la Suisse font (pour le moment) partie de l'UE. Pour 3 d'entre eux, les CFO anticipent une insécurité accrue (graphique 1). La structure et les institutions de l'UE sont actuellement plus remises en question qu'elles n'ont pu l'être ces dernières décennies. Le Royaume-Uni est le premier membre de l'UE à enclencher le processus de sortie. C'est la première fois que le nombre de membres diminue au lieu d'augmenter. Ce processus va marquer les prochaines années. Compte tenu des risques économiques et politiques dans un certain nombre de pays membres, le Royaume-Uni pourrait ne pas être le dernier pays à vouloir sortir de l'UE. 72 % des CFO pensent tout de même que la probabilité d'une telle situation est supérieure à 20 %.

La popularité de l'UE auprès des citoyens de l'Europe a fortement baissé au cours de la dernière décennie (graphique 12). Cette chute est particulièrement prononcée dans les grands pays membres, notamment la France et l'Italie. Une amélioration est à noter au Royaume-Uni, qui partait d'un niveau très faible, et en Allemagne, où l'opinion était plus favorable. Toutefois, aucun des quatre principaux Etats membres ne dispose d'une majorité ayant une opinion positive de l'Union européenne, les valeurs étant assez proches de la moyenne des pays de l'UE.

Dans ce contexte, quel est l'avenir de l'UE ? Comment l'Union peut-elle fonctionner plus efficacement pour ses citoyens et ses pays membres ? 57 % des CFO voient une solution dans une Europe à plusieurs vitesses. Seul un quart des CFO voit une meilleure intégration comme étant la solution et le statu quo ainsi qu'une désintégration de l'Europe n'ont été évoqués que par 6 % des répondants.

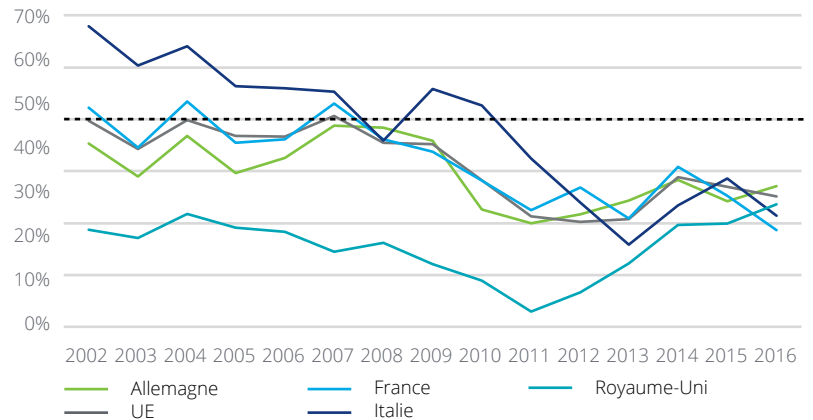
Graphique 11. Possibilité d'une sortie de l'UE

À la suite du Brexit, quelle est selon vous la possibilité de voir d'autres membres quitter l'UE ou voter pour une sortie de l'UE au cours des 5 prochaines années ?



Graphique 12. Opinion du public vis-à-vis de l'UE

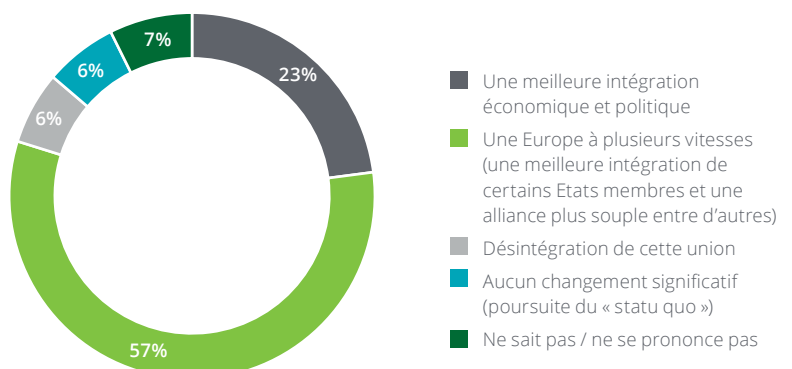
Sondage mené auprès des citoyens européens, pourcentage de personnes ayant une opinion positive de l'UE



Source : Union européenne

Graphique 13. Avenir de l'UE

Parmi les options suivantes, laquelle serait selon vous la plus souhaitable afin de garantir la réussite future de l'UE et de ses membres ?



Jusqu'où aller avec la réforme de l'imposition des entreprises ?

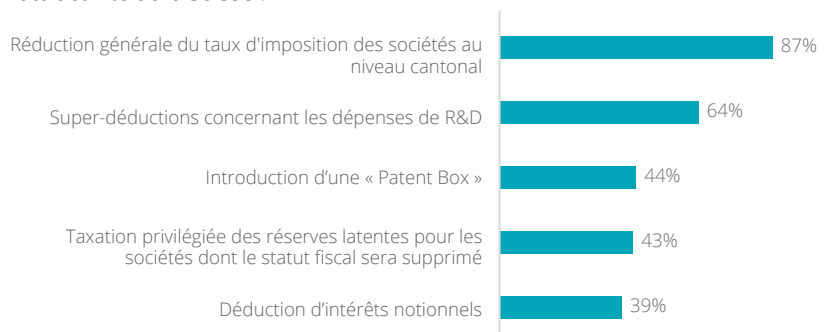
La Réforme de l'Imposition des Entreprises III (RIE III) a été rejetée lors d'un référendum qui s'est déroulé le 12 février. Bien qu'à l'heure actuelle le contenu de la loi révisée ne soit pas encore connu, il devrait s'agir d'une version incluant les mesures non contestées du projet de loi qui a été rejeté. Selon les CFO, cette nouvelle version doit contenir deux éléments pour que la Suisse conserve son attractivité : une importante marge de manœuvre accordée aux cantons en matière de baisse du taux d'imposition et le maintien des déductions fiscales relatives aux dépenses de recherche et de développement. Parmi les autres mesures, 44 % évoquent la «patent box» et seulement 39 % la déduction des intérêts notionnels, qui faisait partie des mesures les plus contestées de la réforme.

Les CFO interrogés plaident en majorité pour une solution complète la plus rapide possible et politiquement viable qui pourrait raisonnablement entrer en vigueur à l'horizon 2020/2021. Seul un tiers des directeurs financiers interrogés (30 %) est en faveur d'une approche en deux étapes, qui prévoirait dans un premier temps l'abolition des régimes fiscaux d'ici 2019, en l'associant à des mesures transitoires, et introduirait ultérieurement de possibles mesures complémentaires. De même, la révision totale du système fiscal suisse (6 %), ou une approche de statu quo (6 %) ne sont pas considérées comme des options.

La situation en Suisse est effectivement propice aux réformes fiscales. Les finances publiques suisses sont stables, en comparaison internationale, depuis l'introduction de la règle d'or budgétaire, ce qui conduit à un environnement fiscal attractif grâce à sa stabilité fondamentale. Cette situation laisse une certaine marge de manœuvre pour les réformes fiscales.

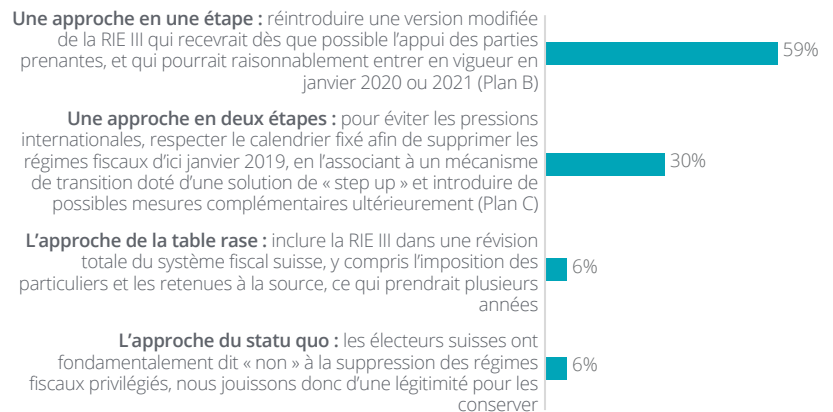
Graphique 14. Mesures de la nouvelle version de la réforme de l'imposition des entreprises

Selon vous, parmi les 5 mesures suivantes, quelles sont les 3 qui devraient être conservées dans la nouvelle version de la réforme afin de maintenir l'attractivité de la Suisse ?



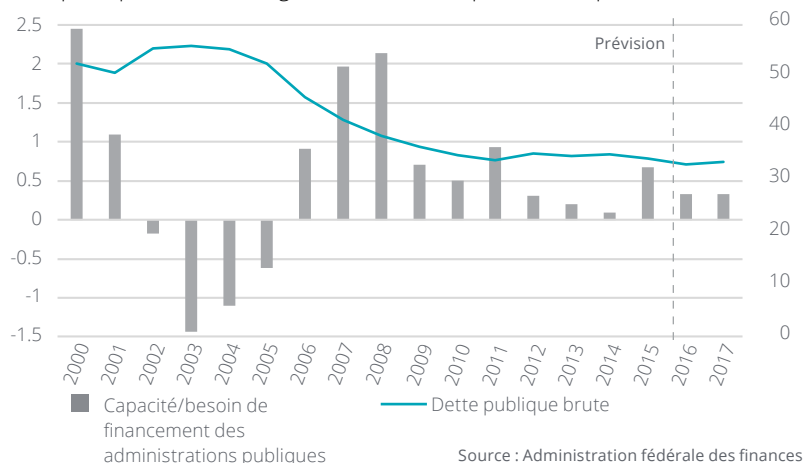
Graphique 15. Approche à adopter pour la nouvelle version

Selon vous, quelle est la meilleure approche à adopter pour la Suisse afin de proposer une nouvelle version révisée de la réforme de l'imposition des entreprises ?



Graphique 16. Des finances publiques suisses stables

Dettes publiques et solde budgétaire (estimation/prévisions à partir de 2016)

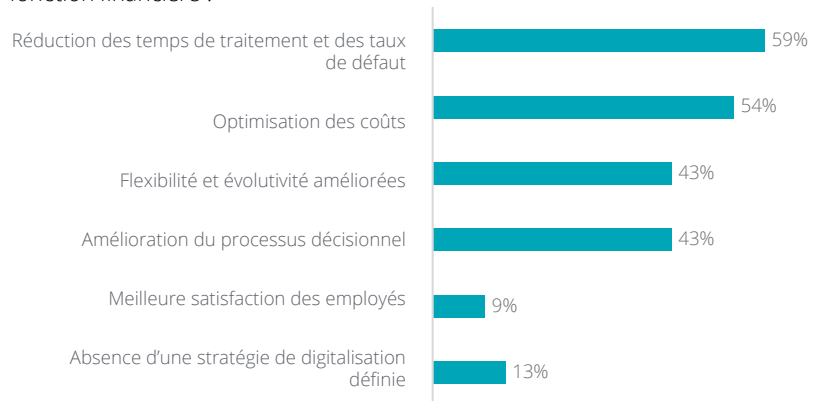


L'avenir numérique de la fonction financière

Une très large majorité (87 %) des CFO déclare avoir mis en place une stratégie de numérisation pour leur fonction financière. Les principales motivations évoquées sont la réduction des temps de traitement et des taux d'erreur ainsi que l'optimisation des coûts. Une flexibilité et une évolutivité accrues ainsi qu'une amélioration des outils d'aide à la prise de décision ont également été mentionnées. L'amélioration de la satisfaction des collaborateurs ne joue en revanche presque aucun rôle. Comme les réponses à une question séparée (voir annexe) le montrent, la priorité va à l'automatisation de la saisie et du traitement des documents comptables et à l'automatisation et l'individualisation du reporting de gestion.

Graphique 17. Objectifs de la stratégie de numérisation

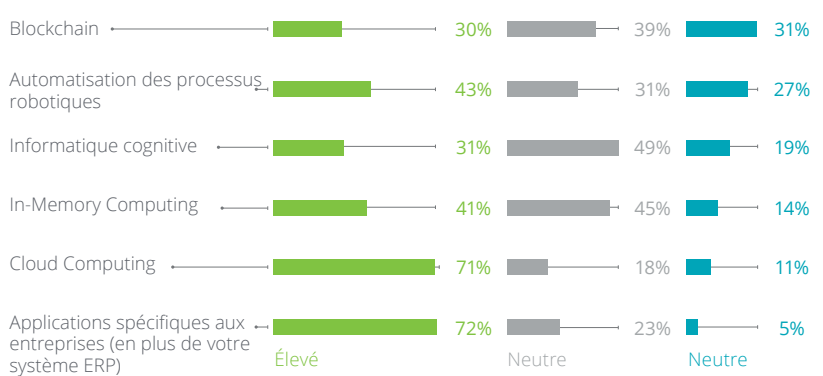
Quels sont vos objectifs dans le cadre de votre stratégie de numérisation de la fonction financière ?



Les CFO jugent très largement que les applications permettant de couvrir des besoins commerciaux spécifiques et le Cloud Computing joueront un rôle très important à l'avenir. Les concepts de «In Memory Computing» et de «Robotic Process Automation» sont également considérés comme pertinents pour l'avenir. Les avis sont toutefois nettement plus partagés pour la chaîne de blocs (blockchain) : légèrement plus de CFO considèrent sa pertinence comme faible pour la fonction financière.

Graphique 18. Pertinence future des technologies numériques

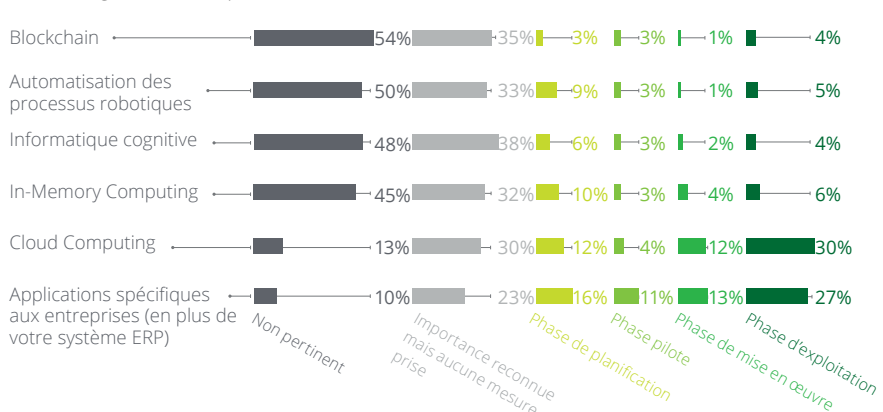
Selon vous, quelle sera l'importance des technologies numériques suivantes pour votre fonction financière ?



Une image très similaire se dessine concernant l'utilisation actuelle des technologies numériques. Le Cloud Computing et les applications métier spécifiques arrivent toujours en première position, suivis de l'In Memory Computing et de la RPA. La chaîne de blocs est considérée comme non pertinente par plus de la moitié des répondants. Elle est toutefois déjà utilisée de manière productive par 4% des répondants. L'importance grandissante des nouvelles technologies, en particulier de l'In Memory Computing, du Cloud Computing et de la RPA n'est pas uniquement marquée dans le graphique 18, comme l'indiquent les valeurs relativement élevées concernant les phases de planification et d'expérimentation.

Graphique 19. Utilisation actuelle des technologies numériques

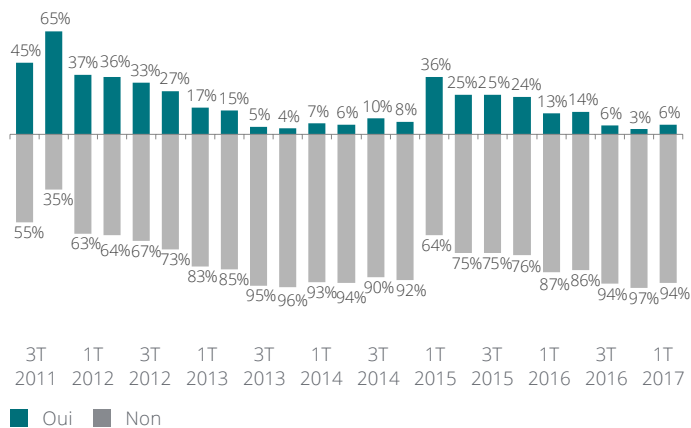
Actuellement, où vous situez-vous concernant l'utilisation future des technologies numériques suivantes dans le cadre de votre fonction financière ?



Annexe 1 : résultats supplémentaires

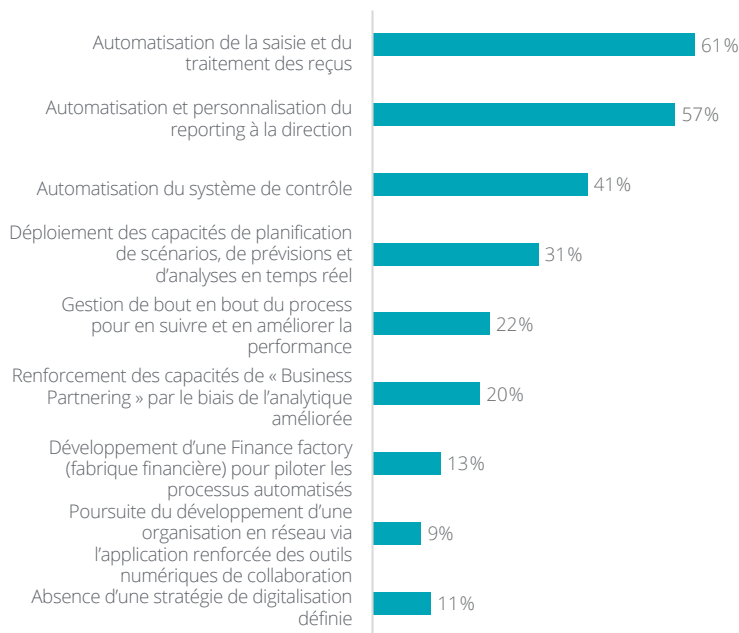
Prévisions en matière de récession

Vous attendez-vous à une récession en Suisse au cours des deux prochaines années ?



Priorités de la stratégie de numérisation

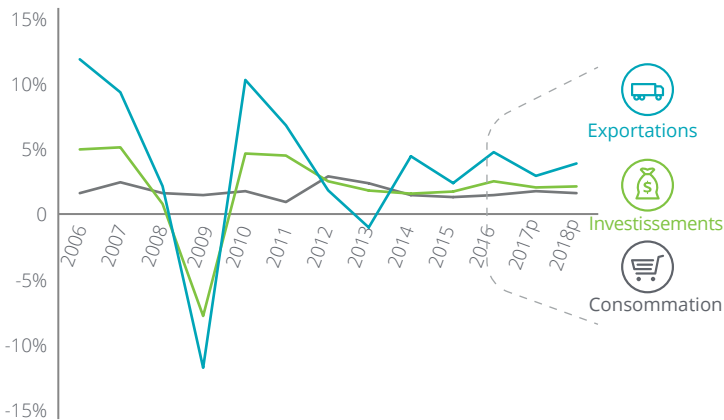
Sur le plan technique, quelles sont vos priorités dans le cadre de votre stratégie de numérisation de la fonction financière ?



Annexe 2 : Contexte macroéconomique

Les perspectives pour l'économie suisse restent positives

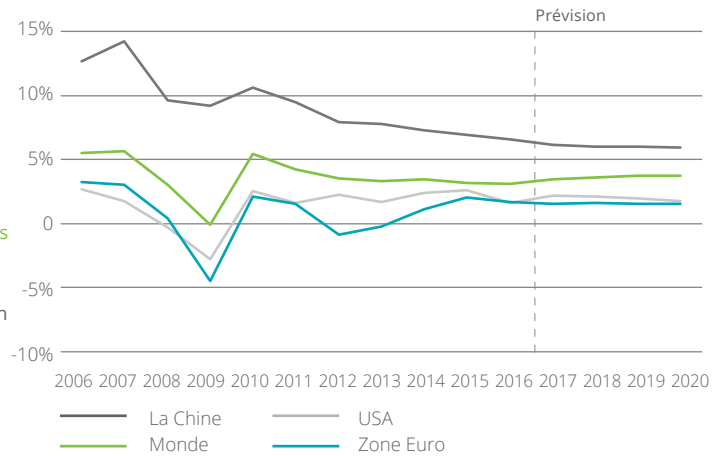
Croissance en pourcent par rapport à l'année précédente



Source : Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

L'économie mondiale se redresse lentement

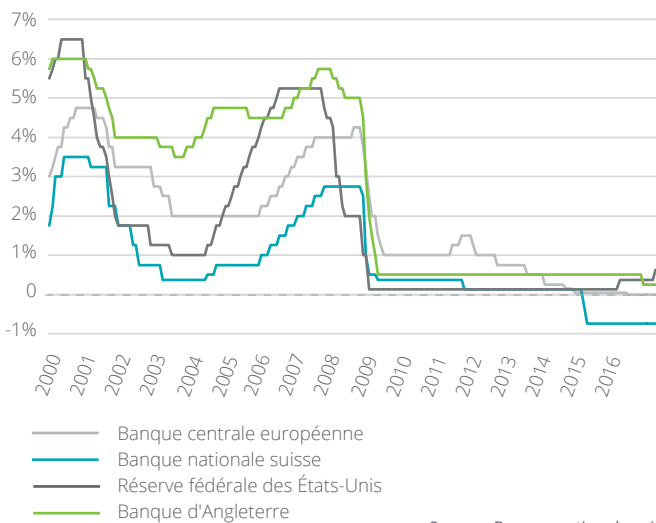
Croissance en pourcent par rapport à l'année précédente



Source : Fonds monétaire international

Revirement des taux d'intérêt aux USA

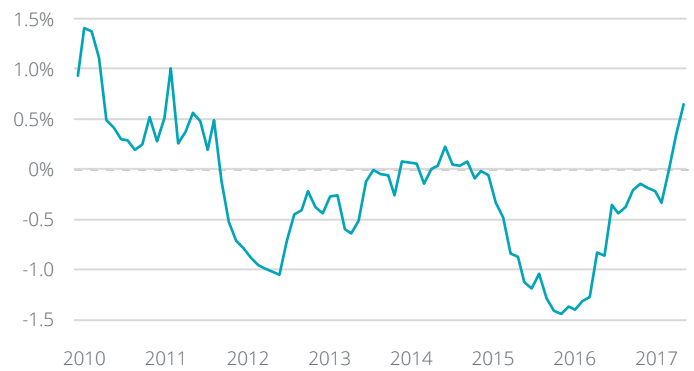
Taux de référence



Source : Banque nationale suisse

L'inflation redevient positive en Suisse

L'indice suisse des prix à la consommation, par rapport à l'année précédente



Source : Banque nationale suisse

À propos de la Deloitte CFO Survey

Le sondage analyse leurs comportements en matière de perspectives économiques, de financement, de stratégie et de risques. Il est conçu de manière à identifier les tendances et principaux changements au sein des entreprises suisses. La CFO Survey est une publication unique en son genre en Suisse. Elle est réalisée chaque trimestre depuis le 3T 2009.

Le trente-et-unième sondage trimestriel pour le printemps 2017 a été réalisé du 27 février au 27 mars 2017. Au total, 117 CFO représentant des sociétés cotées et de grandes entreprises y ont pris part. Les participants représentent l'ensemble des grandes industries de l'économie suisse.

La Deloitte CFO Survey est rédigée et produite par Dr. Michael Grampp, Chief Economist, et Dennis Brandes, Senior Economic Analyst, Deloitte.

Note sur la méthodologie

Dans ce sondage, certains graphiques indiquent les résultats sous forme de solde net, obtenu en retranchant le pourcentage de personnes interrogées donnant une réponse négative du pourcentage de celles donnant une réponse positive. Les réponses qui ne sont ni positives, ni négatives sont considérées comme neutres.

En raison des arrondis, la somme des réponses n'atteint pas toujours 100 %. Pour des raisons de lisibilité, l'intégralité des questions du sondage n'est pas systématiquement prise en compte dans l'étude publiée. La sélection des questions pertinentes se fait en fonction du contexte économique et financier actuel. Nous vous invitons à nous contacter si vous souhaitez obtenir des informations concernant les questions ne figurant pas dans ce sondage.



Contacts et auteurs

Contacts

Thierry Aubertin

Associé
Responsable Suisse romande
+41 58 279 80 15
thaubertin@deloitte.ch



Alexandre Buga

Associé
Audit & Risk Advisory
+41 58 279 80 49
abuga@deloitte.ch



Jean-François Lagassé

Associé Responsable
Financial Advisory
+41 58 279 81 70
jlagasse@deloitte.ch



Auteurs

Dr. Michael Grampp

Chief Economist
and Head of Research
+41 58 279 6817
mgrampp@deloitte.ch
Suivez-moi sur Twitter
@michaelgrampp



Dennis Brandes

Senior Economic Analyst
+41 58 279 65 37
dbrandes@deloitte.ch



Remerciements

Nous souhaitons remercier tous les CFO qui ont pris le temps de répondre à notre sondage.

La Deloitte CFO Survey est soutenue par le CFO Forum Schweiz, l'association indépendante des directeurs financiers en Suisse.

Participation à notre étude et accès aux précédentes enquêtes

Si vous souhaitez participer à notre étude, ou recevoir des exemplaires supplémentaires de ce rapport, nous vous invitons à nous écrire à cfosurvey@deloitte.ch

Tous les résultats de cette étude depuis le troisième trimestre 2009 sont consultables sur notre site Internet à l'adresse www.deloitte.com/ch/cfosurvey

La note

La note

Deloitte fait référence à Deloitte Touche Tohmatsu Limited (‘DTTL’), une « UK private company limited by guarantee» (une société à responsabilité limitée de droit britannique) et à son réseau de sociétés affiliées, formant chacune une entité juridique indépendante et séparée. Pour une description détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte LLP, la société britannique affiliée de DTTL.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

La présente publication a été rédigée en des termes généraux et ne peut servir de référence pour des situations particulières; l'application des principes ainsi définis dépendra de circonstances spécifiques et nous vous recommandons de consulter un professionnel avant d'agir ou de vous abstenir d'agir sur la base du seul contenu de cette publication. Deloitte SA conseille volontiers les lecteurs sur la manière d'intégrer les principes définis dans la présente brochure à leur situation propre. Deloitte SA décline tout devoir de diligence ou de responsabilité pour les pertes subies par quiconque agit ou s'abstient d'agir en raison du contenu de la présente publication.